PHILIP BENEDICT

Pour quoi luttaienent les protestants en 1562?
Sur la dissémination et réception des »Déclarations«
du prince de Condé¹

Le 2 avril 1562, le prince de Condé et ses hommes se saisirent d'Orléans. Quelques jours plus tard, l'un des proches du prince, probablement Théodore de Bèze, livra à l'atelier d'impression d'Éloi Gibier une »Déclaration faicte par M. le Prince de Condé pour monstrier les raisons qui l'ont contrainct d'entreprendre la défense de l'autorité du Roy, du Gouvernement de la Royne et du Repos de ce Royaume. Avec la Protestation sur ce requise«, qui parut avec la date du 8 avril. Ce texte fut suivi à son tour par un deuxième imprimé portant la date du 11 avril, le »Traicté d'association faicte par M. le Prince de Condé avec les princes, chevaliers de l'ordre, Seigneurs, Capitaines, Gentilshommes et autres de tous Estats, qui se sont entrez ou entreront cy-apres en l'Association pour maintenir l'honneur de Dieu, le repos de ce Royaume, et l'Estat et liberté du Roy, sous le Gouvernement de la Royne sa Mere«. Le premier de ces textes énonce la légitimation officielle de la prise d'armes du parti protestant exigée par les normes de la culture politique de l'époque; le second représente le véritable covenant du parti protestant, un serment que tous ceux qui s'y sont associés étaient tenus de prêter, et le document de référence pour toute tractation à venir à propos d'éventuelles trêves ou pacifications. Ici nous entreprenons une comparaison entre ces deux textes et les autres lettres, déclarations et gestes, en amont et en aval, par lesquels des membres du parti protestant exprimaient leurs raisons de prendre les armes en 1562–1563 et leur compréhension de la cause pour laquelle ils luttaienent. Le but d'un tel exercice est triple. Cette comparaison devrait permettre, en amont, de dégager la stratégie adoptée par l'auteur ou les auteurs des documents condéens; en aval, de fournir des indices sur la circulation de ces déclarations officielles du parti et de déterminer dans quelle mesure ces documents se sont imposés comme buts du parti; enfin, l'exercice dans son ensemble devrait permettre de mieux répondre à la question posée par le titre de cette communication: pour quoi luttaienent les protestants en 1562–1563?

Commençons par un examen attentif de la »Déclaration« et du »Traité d'association« du prince de Condé. Le premier de ces documents porte la date, on l'a dit, du 8 avril. Une lettre de Jacques Spifame et Théodore de Bèze aux Églises réformées datée du 5 avril fait référence cependant à une »declaration et protestation« »afin que chacun entende nostre plus que juste et necessaire deffence« »laquelle s'acheve

¹ L'auteur tient à remercier Nicolas Fornerod et Claire Moutengou Barats pour leur précieuse aide à la rédaction de ce texte.

d'imprimer demain². Il pourrait s'agir de la déclaration en question, auquel cas ce texte aurait été écrit quelques jours plus tôt, presque dès l'arrivée de Condé à Orléans. Il pourrait également s'agir d'un texte antérieur dont beaucoup d'éléments seront intégrés dans la déclaration du prince de Condé, l'« Histoire comprenant en brief ce qui est advenu depuis le departement des Sieurs de Guyse, Connetable et autres, de la court estant à Saint Germain³ ».

Que la « Déclaration » ait été rédigée le 8 avril ou vers le 3 ou le 4, on peut affirmer qu'elle connut une diffusion très large et très rapide. Une copie signée par Condé est livrée au roi dans les jours suivants par une voie détournée, choisie pour étayer la fiction de la famille royale prise en captivité. Le soir du 12, un messenger la communique à une servante du premier président du parlement de Paris, Christophe de Thou, dans un paquet portant une fausse adresse de retour. De Thou la relaye le lendemain au parlement, qui la livre ensuite à la reine mère⁴. Mais le texte est visiblement adressé surtout et d'abord à un large public national et international, à en juger par les soins pris pour l'imprimer et le réimprimer rapidement. Les travaux de Jean-François Gilmont permettent d'affirmer que l'officine orléanaise d'Éloi Gibier, à elle seule, a imprimé le texte quatre fois⁵. D'autres éditions en français ont été attribuées à des éditeurs de Tours, de Caen, de Lyon et de Genève, où permission fut donnée à Michel Grangier d'imprimer la protestation le 16 avril, moins de deux semaines après sa parution à Orléans⁶. Une traduction allemande, probablement imprimée à Heidelberg, est également connue⁷. Le catalogue « French Vernacular Books » fait état en tout de treize éditions, bien qu'il soit probable que ce chiffre est légèrement exagéré, les recherches faites dans les bibliothèques parisiennes par Gabriele Haug-Moritz ayant révélé que ce que les compilateurs de ce catalogue prennent pour sept éditions ne sont

² Henri MEYLAN, Alain DUFOUR, Béatrice NICOLLIER et al. (éd.), *Correspondance de Théodore de Bèze*, vol. IV (Travaux d'humanisme et Renaissance, 74), Genève 1965, p. 259–260.

³ Denis-François SECOUSSE (éd.), *Mémoires de Condé. Servant d'éclaircissement et de preuves à l'Histoire de M. de Thou*, contenant ce qui s'est passé de plus mémorable en Europe [...], 6 vol., Londres 1743–1745, vol. III, p. 187–209.

⁴ Tatiana DEBBAGI BARANOVA, *À coups de libelles. Une culture politique au temps des guerres de Religion (1562–1598)*, Genève 2012 (Cahiers d'humanisme et Renaissance, 104), p. 127–130.

⁵ Jean-François GILMONT, *La première diffusion des « Mémoires de Condé » par Éloi Gibier en 1562–1563*, dans: Pierre AQUILON, Henri-Jean MARTIN (dir.), *Le livre dans l'Europe de la Renaissance*, Paris 1988, p. 62, 69.

⁶ Andrew PETTEGREE, Malcolm WALSBY, Alexander WILKINSON (éd.), *French Vernacular Books. Books Published in the French Language before 1601*, vol. I, Leyde 2007, p. 417–418; base de données GLN 15–16, <http://www.ville-ge.ch/musinfo/bd/bge/gln/index.php>. Auteur: Louis I^{er} de Condé (consulté le 07/12/2012); Archives d'État de Genève, Registres du Conseil 57, fol. 39v.

⁷ Cornel ZWIERLEIN, *Les saints de la communion avec le Christ. Hybridation entre Églises et États dans le monde calviniste dans les années 1560*, dans: Florence BUTTAG, Axelle GUILLAUSSEAU (dir.), *Des saints d'État? Politique et sainteté au temps du concile de Trente*, Paris 2012, p. 39.

en fait que cinq⁸. Si des variations dans le texte n'ont jamais été signalées d'une édition à une autre, le titre a connu quant à lui des modifications significatives. À l'intitulé de la plupart des éditions, qui annonce que le prince de Condé agit pour défendre l'autorité du roi, le gouvernement de la reine mère et le repos du royaume, les titres d'au moins deux éditions ajoutent également «la défense de la religion qu'il maintient comme bonne et sainte». L'impression de tant d'exemplaires permit une diffusion rapide. À Poitiers, le pasteur Alexandre Godion de Lestang put lire la déclaration publiquement après son sermon le 13 avril⁹.

Le contenu de la «Déclaration» met en avant la défense du roi et de son gouvernement, sur arrière fond de craintes d'un complot, pour en finir avec la religion réformée. Après avoir souligné que l'édit de janvier fut dressé selon l'avis de «la plus notable et mieux choisie Assemblée que le Roy ait peu eslire en tous ses Parlemens», le texte fournit une longue énumération des événements qui ont suivi cet édit, notamment des machinations attribuées aux Triumvirs catholiques pour le défaire. La réticence du parlement de Paris à l'enregistrer, une remarque attribuée au connétable selon laquelle l'édit ne durerait pas longtemps, le massacre de Wassy, les actions des Triumvirs à sa suite, enfin leur prise de contrôle sur le jeune roi et la manière insolente dont ils le faisaient promener à droite et à gauche entouré d'hommes armés: tous ces événements démontrent que ces personnes n'envisagent rien de moins que la ruine de la couronne et l'extermination de la religion qu'ils appellent nouvelle. Pour toutes ces raisons, le prince de Condé s'est senti obligé de réunir parents, amis et serviteurs pour venir au secours du roi et de son royaume, et notamment pour assurer qu'il regagne sa liberté et ses droits¹⁰.

Le «Traité d'association» annonce des objectifs similaires mais pas identiques tout en faisant paraître un certain flottement à l'intérieur du document. «French Vernacular Books» fait état de sept éditions en français de ce document, dont au moins quatre publiées à Orléans et une à Caen; en outre, on connaît deux éditions en allemand et une en anglais imprimées afin de rassurer des alliés potentiels quant aux buts du parti¹¹. De nouveau la diffusion fut d'une rapidité étonnante; la traduction anglaise porte la date du 16 avril¹². Le titre du document fait état de trois objectifs: (1) maintenir l'honneur

⁸ Communication personnelle de Gabriele Haug-Moritz.

⁹ [Théodore DE BÈZE], *Histoire ecclésiastique des églises réformées au royaume de France*, éd. par G. BAUM, E. CUNITZ, vol. II, Paris, 1884, p. 701; Hugues DAUSSY, *Le parti huguenot. Chronique d'une désillusion (1557–1572)*, Genève 2014 (Travaux d'humanisme et Renaissance, 527), p. 315.

¹⁰ Pour une analyse et mise en contexte plus détaillées, voir Gabriele HAUG-MORITZ, *Hugentotische Pamphletistik und gelehrtes Wissen. Die »Déclaration« des Louis de Bourbon, prince de Condé*, dans: *Francia* 39 (2012), p. 115–134.

¹¹ PETTEGREE, WALSBY, WILKINSON (éd.), *French Vernacular Books* (voir n. 6), p. 420; GILMONT, *Première diffusion* (voir n. 5), p. 69, qui fait état de quatre éditions dues aux seules presses d'Éloi Gibier, alors que «French Vernacular Books» n'en indique que trois.

¹² David POTTER, «Alliance», «Clientèle» and Political Action in Early Modern France. The Prince de Condé's Association in 1562, dans: David BATES, Véronique GAZEAU (dir.), *Liens*

de Dieu (formule plus ample que la simple défense de la vraie religion); (2) assurer le repos du royaume; et (3) assurer l'état et liberté du roi sous le gouvernement de la régente (établi et autorisé par les états généraux, rajoutent encore certaines versions)¹³. Après avoir rappelé bien plus brièvement que la »Déclaration« les violences dernièrement commises contre les protestants et la prétendue saisie du roi, et après avoir annoncé que ces actions font croire que les responsables ont pour intention de ruiner la vraie foi et tous ceux qui la professent, le texte indique deux buts principaux visés par la prise d'armes: (1) défendre le roi et son autorité; et (2) préserver pour les vrais fidèles la liberté de conscience qui leur a été allouée par le roi selon l'avis de son conseil, de ses plus notables parlementaires et de la majorité des trois états. Ceux qui se joignent à cette association font serment ensuite que leur adhésion ne découle d'aucune passion privée, mais seulement d'un souci pour ses objectifs, pour lesquels ils sont prêts à sacrifier corps et biens. Cette fois-ci, quatre objectifs sont spécifiés: (1) l'honneur de Dieu; (2) la délivrance du roi; (3) la conservation des édits royaux; et (4) la punition de ceux qui ne respectent pas ces ordonnances. Ce texte, revêtu d'une importance particulière de par son caractère de serment solennel, rajoute alors à la »Déclaration« un souci de l'honneur de Dieu, un rappel du rôle des états généraux dans l'élaboration de lois importantes, et une demande implicite que les responsables du massacre de Wassy soient punis.

Il est évident que le contenu de ces deux documents a été soigneusement pesé afin de légitimer au mieux une prise d'armes et de venir à bout des scrupules de ceux qui auraient pu hésiter à s'associer au parti par fidélité au roi. Ces textes ne peuvent en aucun cas être supposés exprimer en parfaite sincérité les mobiles qui auraient poussé les membres de l'association à agir. Une comparaison permettant d'indiquer dans quel sens les soucis motivant l'action des réformés ont été retravaillés dans ces documents est offerte par les lettres circulaires transmises au sein des Églises réformées à la suite du massacre de Wassy, entre le 10 mars et le 5 avril, d'abord pour annoncer cet événement et inciter chacune à se mettre sur sa garde, ensuite pour appeler les Églises à fournir hommes et argent pour la mobilisation à Orléans.

La violence à Wassy suscita immédiatement auprès des ministres les plus influents à Paris et proches de la cour la crainte d'une action coordonnée plus ample visant l'anéantissement de la cause. »Nous nous doutons fort qu'il n'y ait semblables conspirations de toutes parts«, écrivait Jean Le Maçon, au nom de l'Église de Paris, dans une première lettre circulaire du 10 mars. »Pour le moins ils font bien leurs efforts de massacrer l'assemblée qui est en ceste ville s'ils le peuvent surprendre. [...] Nous vous prions donc vous tenir prêts non seulement pour deffendre vostre Eglise; mais aussi pour secourir celles qui seront les premieres assaillies«¹⁴.

personnels, réseaux, solidarités en France et dans les îles Britanniques (XI^e–XX^e siècle), Paris 2006, p. 199–219, ici p. 202.

¹³ SECOUSSE (éd.), *Mémoires de Condé* (voir n. 3), vol. III, p. 258.

¹⁴ Pierre-Hyacinthe MORICE, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, vol. III, Paris 1746, col. 1302. Le ton monta encore le 13 mars alors que le duc de Guise s'approchait de Paris. Voir *ibid.*, col. 1303.

Les lettres de Théodore de Bèze écrites autour du 20 mars sont encore plus alarmistes. En même temps, elles introduisent la thématique de la défense de la liberté accordée par l'édit de janvier. Selon ces lettres, les menaces faites par les adversaires de la foi bien avant le massacre de Wassy, le massacre lui-même et le fait que ces ennemis se soient maintenant »munis d'armes de toutes sortes comme en une pleine guerre« indiquent clairement que »nostre ruine et desolation est conclue, jurée, et en chemin d'estre bien tost executée«. Pour cette raison, le prince de Condé, »esmeu du vray zeile de la gloire de Dieu et d'un singulier desir de faire service au roy« a commencé à rassembler ses gentilshommes »affin de nous maintenir [...] soubz la protection du roy en ceste liberté que l'edict nous ottroye, et pareillement empescher la desolation toute apparente de toute ceste ville, avec un trouble universel de tout ce royaume«¹⁵.

La thématique du roi en captivité fait son apparition deux semaines plus tard, dans des lettres écrites entre le 5 et le 7 avril aux Églises pour les inciter à se mobiliser, le prince de Condé s'étant retiré entre-temps à Meaux, les seigneurs catholiques s'étant rendus à Fontainebleau auprès du roi, et le prince de Condé ayant chevauché à Orléans.

Noz ennemis [...] sont tellement approchez de nostre Roy et de la Royne sa mere, de Monsr d'Orleans et de Monsr le Chancelier avec forces toutes ouvertes, que c'est veritablement une capitivité voire si estroicte qu'ilz n'osent pas mesme le declarer tant ilz sont tenuz de près [...]. Jugés maintenant si le temps est venu, et si l'occasion se presente pour s'employer à la conservation des Eglises, pour l'autorité de nostre Roy, gouvernement de la Royne et tout l'estat de ce Royaume; brief, pour empescher le peril très certain qui nous menasse d'extreme ruine, si par nostre negligence ou avarice, si cruelz ennemis viennent à bout de leur entreprise¹⁶.

Au total, le souci pour la défense d'une cause menacée par un complot d'extermination s'exprime avec beaucoup plus de force dans ces lettres que dans les textes orléanais.

La même peur d'une conspiration catholique pour anéantir la foi que l'on retrouve dans les lettres ayant circulé d'église en église entre le 10 mars et le 7 avril se manifeste aussi dans de nombreux autres textes protestants de 1562/1563. Commençons par un deuxième écrit justificatif rédigé et imprimé en avril 1562, la »Response des habitants de la ville de Rouen a ce que Monsieur le Duc de Bouillon [...] leur a dict et remonstré du vouloir et commandement du Roy«¹⁷, qui porte la date du 20 avril. Les trois éditions imprimées que l'on connaît de ce texte sont toutes sorties des presses

¹⁵ MEYLAN, DUFOUR, NICOLLIER et al. (éd.), *Correspondance de Théodore de Bèze* (voir n. 2), p. 71, 254.

¹⁶ Ibid., p. 259–260; Georges BOSQUET, *Histoire sur les troubles advenus en la ville de Tolose en 1562*, dans: *Recueil de pièces historiques relatives aux guerres de religion de Toulouse*, Paris 1862, p. 73.

¹⁷ *Response des habitants de la ville de Rouen à ce que Monsieur le Duc de Bouillon, Chevalier de l'ordre, & gouverneur pour le Roy en ce pays & duché de Normandie, leur a dict et remonstré du vouloir et commandement du Roy*, [Orléans] 1562.

d'Éloi Gibier¹⁸, ce qui soulève la possibilité qu'il ait été retravaillé à Orléans pour assurer qu'il soit en conformité avec les mots d'ordre de l'association du prince de Condé. Il commence en effet par souligner de nouveau que, si les habitants de Rouen se sont armés, c'était pour le service du roi et le maintien de ses édits. Cependant, en justifiant le refus des Rouennais de mettre bas leurs armes et d'ouvrir les portes de la ville à son gouverneur légitime, le document invoque une série d'actions de la part des catholiques intransigeants avant et après Wassy, et notamment dans la région immédiate, encore plus ample que celle des autres textes cités jusqu'à présent. Parmi les actions citées qui laissent transparaître les mauvaises intentions des ennemis sont des tentatives de lever des troupes dans le pays pour ce qui est appelé la «ligue» du duc de Guise, ainsi que des disputes que le parlement de Paris a permis de se tenir à la Sorbonne sur la question de savoir si un roi soupçonné d'hérésie pouvait être destitué, disputes qui laissent croire que «les confederez et alliez du [...] Siege Romain veulent attenter contre le Roy et sa couronne». Un deuxième texte de nature comparable, la «Remonstrance envoyée au Roy, par les Habitans de la Ville du Mans» (quatre éditions connues, dont trois dues à Gibier), signale d'autres indices encore des agissements néfastes des Triumvirs, surtout du duc de Guise, tant au niveau régional que national. Selon ce pamphlet, les seigneurs catholiques ont au niveau national non seulement mis le roi sous leur tutelle, mais aussi cherché à mettre fin au conseil du roi légitimement établi par l'autorité des états généraux et à écarter la reine mère de sa place légitime dans le gouvernement de régence. Au niveau régional, les suppôts du parti catholique, notamment l'évêque et ses sbires, déjà coupables de violences contre les protestants dans les faubourgs du Mans l'année précédente, ont fait savoir que les huguenots n'avaient que dix jours à vivre.

Parce qu'elles ont été imprimées à l'époque par Éloi Gibier, intégrées dans les recueils de pamphlets qui anticipent les «Mémoires de Condé» et enfin incorporées dans la grande édition londonienne de ceux-ci de 1743, les remontrances rouennaises et mancelles sont assez bien connues. Moins bien connu est un imprimé lyonnais qui date vraisemblablement des premiers mois de la première guerre civile et est constitué de trois parties: un code de discipline militaire pour «les soldats et bandes Chrestiennes» dressé par le sénéchal du Valentinois et Diois, Félix Bourjac; un «cartel contenant les causes pour lesquelles les Eglises de France ont prins les armes, contre les ennemis de Dieu, du Roy et de la Couronne de France»; et une épître de Bourjac aux soldats protestants¹⁹. Particulièrement intéressant pour nos fins est le cartel, qui est un équivalent régional de la «Déclaration» du prince de Condé. Il reprend à quelques nuances près les thèmes centraux des documents orléanais en proclamant la volonté des bandes dauphinoises de lutter pour la gloire de Dieu, la liberté du roi et la délivrance du pays

¹⁸ GILMONT, Première diffusion (voir n. 5), p. 69. Le texte est reproduit dans: SECOUSSE (éd.), *Mémoires de Condé* (voir n. 3), vol. III, p. 302–305.

¹⁹ Ordonnances sur le reiglement, forme et gouvernement que doivent tenir les soldats et bandes Chrestiennes: extraites et recueillies des Edictz et Ordonnances du Roy par monsieur Felix Bourjac, Conseiller du Roy. Seneschal es provinces de Valentinois et Dioys, maistre des requestes ordinaires de la Roynie de Navarre, Lyon 1562.

de la main des tyrans. En même temps, ainsi que ces derniers mots le laissent entendre, il hausse le ton des accusations contre les grands seigneurs catholiques par rapport aux textes condéens, en les chargeant de tyrannie, de vouloir exterminer les protestants et de chercher à ravir au roi sa couronne:

Nous auons prins les armes au nom du grand Dieu des armées, pour la liberte & deliurance du Roy nostre sire, de la Roynie sa mere, & messeigneurs ses freres, de son Conseil & de tout le Royaume: contre ceux lesquelz par tyrannie, violence, force et priuee autorite, se sont saisis & emparez de la personne de leurs maiestez, & de ceux dudit Conseil, de leur pays, forces & finances: pour apres qu'ilz auront opprimes & extermines s'ilz pouuoient par feuz, glaiues, & de toutes manieres de cruauté, les plus loyaux et fideles subietz, qui desirent seruir à Dieu, & à leur Prince, iusques au dernier souspir de leur vie, & viure souz son obeissance, selon la pureté de l'Euangile: ilz puissent plus aisement ravir, suyuant leurs vieilz desseins, la Couronne à nostre ieune Prince, pour la mettre sur leur teste: cest à ce but ou ilz visent, c'est la ou tirent droit leurs harquebouses & canons, c'est la bague qu'ilz courent. Mais quant à nous, nous voulons combatre & mourir pour la gloire de Dieu, la liberte de nostre Prince, & deliurance de nostre patrie de la main des tyrans²⁰.

Plusieurs éléments de cette vibrante déclaration reviennent également dans d'autres textes encore. L'idée que les protestants luttaien contre un tyran qui cherchait à bannir l'Évangile et massacrer les fidèles se trouve aussi dans une lettre écrite vers la fin de la guerre par un ministre valentinois, qui fait appel aux Églises de la région de venir à l'aide de leurs coreligionnaires de Grenoble, alors assiégés. Selon cette lettre, le »tiran« que Dieu vient de tuer »de sa main forte« (il s'agit du duc de Guise, assassiné par Poltrot de Méré):

S'estoit eslevé et avoit faictz tous effortz de susciter les estrangiers nations roys et potentatz pour ruiner et exterminer ses paouvres eglises, [...] deschasser et banir de ce Royaume la vertu de son digne evangile, [...] poluer et renverser les paouvres fideles enfans de dieu, [...] massacrer et saccamenter leurs femmes et enfans, [et] pilier et butiner leurs biens, maisons et heritages²¹.

Le préambule au procès-verbal de l'assemblée des états des parties de Languedoc alors sous contrôle huguenot, tenue à Nîmes en novembre 1562, évoque également »unne ligue et monopolle pour accabler de fond en comble tous ceulx de la vraye religion«, rappelant les tueries qui ont eu lieu depuis six mois sur une vaste région allant d'Orange jusqu'à Carcassonne, ainsi que »les execrables sedition complotee, conduite [et] executee« par la majorité du parlement de Toulouse²². On découvre encore une allusion au tyran qui ambitionnait la couronne dans un pamphlet languedocien écrit au milieu de la guerre, selon lequel le duc de Guise »ne s'estoit rien moins proposé que de

²⁰ Ibid., non paginé

²¹ Archives départementales de la Drôme, E 3338/11.

²² Jean LOUTSCHITZKI (éd.), Collection de procès-verbaux des assemblées politiques des réformés de France pendant le XVI^e siècle, dans: Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français 22 (1873), p. 506–516, 546–558, ici p. 512.

s'investir de la Couronne de France»²³. Notons également que lorsque Bourjac commente le cartel dauphinois dans son épître, il fait entendre que, pour lui, lutter pour la gloire de Dieu veut dire combattre pour »l'avancement du regne de son fils Jesuschrist et establissement de son Evangile en France«²⁴. Il exprime ici une ambition religieuse qui va bien au-delà de la simple défense des droits acquis par la foi invoquée dans les autres textes rencontrés jusqu'alors, et qui correspond aux actions effectivement prises au cours des mois suivants par les huguenots dans la grande majorité des villes et provinces sous leur domination, qui ne respectaient aucunement les clauses de l'édit de janvier, mais visaient au contraire à établir un monopole réformé.

Le langage est moins exalté dans les résolutions et ordonnances des commandants et législateurs protestants dans les provinces. Ici, on observe surtout la récurrence régulière, avec seulement quelques petites différences et parfois quelques ajouts, d'une triade de fins servies par la cause: la gloire de Dieu, la liberté du roi et la délivrance du pays. Ainsi, lorsque en mai 1562 la noblesse protestante du Dauphiné choisit le baron Des Adrets pour diriger »l'armée crestienne« de la région, on lui alloue le titre de »chef general des compagnies assemblées pour le service de Dieu, la liberté du Roy et celle de la reyne sa mere, et conservation de leur Estat«²⁵. Six mois plus tard, lorsque Des Adrets convoque les états provinciaux, il le fait sous son autorité en tant que »gouverneur et lieutenant general pour le roy en Daulphiné, et lieutenant de M. le prince de Condé en l'armée crestienne, assemblée pour le service de Dieu, la liberté et délivrance du roy et de la royne, sa mère, conservation de leurs estats et grandeurs de la liberté crestienne esdicts pays«²⁶. Quand les états protestants de Languedoc se réunissent début novembre à Nîmes, ils rappellent »que leurs forces et armes ne tendent à aultre fin que la gloire de Dieu, service du Roy sous le gouvernement de la Roynie sa mère mays quelle soit en sa liberté repos et deffences de la patrye«²⁷. Un mois plus tard, leurs représentants signent un accord avec les états protestants du Dauphiné à Montélimar. Leur pacte s'avère un peu plus ample mais peu différent sur le fond:

Que la cause de l'une d'icelles sera la cause de l'aultre en tant que touche l'occasion de ceste guerre, à sçavoir la gloire de Dieu, service et deslivrance du Roy et de la Roynie sa mere, l'entretenement des loys, coustumes, libertez et desliberations des Estatz generaux de ce Royaulme, les droictz, lien et degré des princes du sang, et specielement de Monseigneur le Prince de Condé, le repoz du Royaulme, et finalement de la deffence et conservation desdictes provinces, fideles subjectz du Roy, pour demeurer et se maintenir en son hobeissance²⁸.

²³ Brief et veritable Discours de la deffaitte des Provencaux, appelée la Bataille de Saint Gilles, dans: SECOUSSE (éd.), Mémoires de Condé (voir n. 3), vol. III, p. 653.

²⁴ Ordonnances (voir n. 19), non paginé.

²⁵ Philip BENEDICT, Nicolas FORNEROD (éd.), L'organisation et l'action des Églises réformées de France (1557–1563). Synodes provinciaux et autres documents, Genève 2012, p. 256 (note).

²⁶ Gabriel BRISARD, Histoire du baron Des Adrets, Valence 1890, p. 144.

²⁷ LOUTSCHITZKI (éd.), Collection de procès-verbaux (voir n. 22), p. 513.

²⁸ BENEDICT, FORNEROD (éd.), L'organisation et l'action (voir n. 25), p. 261–262.

À l'autre bout de la France, c'est »soubz l'obeissance du Roy et de mon seigneur le prince de Condé, protecteur de la maison et couronne de France«, que Gabriel de Lorges, comte de Montgomery, prend le commandement de l'armée protestante en Normandie. Lorsqu'il édicte un bref règlement militaire pour la gouverner, il fait savoir qu'il travaille »à ce que le service de Dieu soit maintenu, les droits du Roy nostre souverain seigneur gardez et pour le repos du public«²⁹.

À l'opposé de ces textes émanant de l'autorité politique, la littérature pamphlétaire publiée en province exprimait régulièrement d'autres ambitions plus larges, ainsi que d'autres soupçons plus locaux. On connaît la radicalisation de la pensée politique qui eut lieu à Lyon pendant l'occupation protestante. Il ne convient pas de traiter ici »La Défense civile et militaire des innocents de l'Église du Christ«, texte particulièrement extrême condamné par les ministres et détruit sur les ordres du gouverneur; à cause de son sort, il ne peut pas être considéré comme un texte autorisé du mouvement³⁰. Mais un autre pamphlet publié vers la fin de la guerre, »La Juste et Sainte Defense de la ville de Lyon«³¹, peut bel et bien être classé comme tel. Ici, de nouveau, on retrouve le mélange que nous avons déjà rencontré dans plusieurs autres déclarations locales: d'un côté, le texte proteste que ceux qui ont pris les armes sont les loyaux sujets du roi agissant pour défendre l'honneur de Dieu et l'intégrité de la couronne; de l'autre, il lance des accusations contre des autorités locales soupçonnées d'exécuter les mauvais desseins des ennemis de l'Évangile. Cette fois-ci, il s'agit des chanoines de Saint-Jean, qui prétendent exercer une autorité sur la ville et qui auraient travaillé à susciter de la violence contre les réformés après l'édit de janvier, ainsi que des hommes dans la suite du gouverneur Matignon, qui auraient dit en arrivant en ville au mois d'avril qu'ils avaient participé au massacre de Sens et entendaient faire de même à Lyon. De nouveau aussi, ce texte dévoile des ambitions qui vont au-delà de la simple défense du roi. Exprimant le vœu que la guerre et ses malheurs puissent bientôt se terminer, le texte appelle en même temps à la convocation d'une nouvelle réunion des états généraux »comme on a accoustumé de faire en ce royaume en temps de troubles et adversitez«. Ses buts seraient de mettre fin à toute idolâtrie et blasphème, d'obliger le clergé catholique à travailler pour gagner son pain, de récupérer les biens ecclésiastiques pour les utiliser pour le bien public, d'établir un système de charité conforme aux ordonnances de Dieu et aux lois de Charlemagne et de Louis le Pieux, et de remplacer la vente des offices par le choix de »gens de bien craignans Dieu et haïssans avarice, comme Dieu l'a expressement commandé et aussi est porté par les anciennes ordonnances de

²⁹ Archivio documental español, vol. IV: Negociaciones con Francia (1562), Madrid 1951, p. 283.

³⁰ Voir sur ce texte Arlette JOUANNA *Le temps des guerres de Religion en France (1559–1598)*, dans: Jacqueline BOUCHER et al., *Histoire et dictionnaire des guerres de Religion*, Paris 1998, p. 1–445, ici p. 126–127.

³¹ *La Juste et Sainte Defense de la ville de Lyon*, Lyon 1563, reproduit dans M. L. CIMBER, Félix DANJOU, *Archives curieuses de l'histoire de France*, 1^{re} série, vol. IV, Paris 1835, p. 195–214.

France»³². Il est à souligner que l'on peut retrouver la plupart de cette plate-forme déjà dans des textes protestants d'avant mars 1562.

De façon similaire, l'«Histoire des trio[m]phes de l'église Lyonnoise», également publiée à Lyon, identifie les chanoines de Saint-Jean comme les principaux ennemis de l'Évangile, en les accusant d'avoir utilisé une partie de leurs revenus pour acheter le service de plusieurs gentilshommes du Forez et les associer à la «Guisard conjuration contre le Roy»³³. Ce texte clame que le baron Des Adrets, ayant défait les Foréziens, envahira ensuite la Provence pour conquérir ses villes, depuis Avignon, «siege de l'Antechrist», jusqu'à Marseille. Des Adrets, assure l'auteur anonyme, ne cherche «qu'à faire regner Jesus Christ, souz la couronne de nostre souvervain Prince, le Roy de France, Charles de Valois». On peut être sûr qu'il libérera la Provence »de ces paillars et imposteurs Romains: car Jésus Christ a pris harnois et lance, pour delivrer notre pays de France«.

Les textes en disent long sur la manière dont les protestants ont compris le caractère de leur lutte pendant la première guerre civile; leurs gestes et cris, plus spontanés, sont encore plus parlants lorsque nous parvenons à les saisir. Je ne reprendrai pas le dossier de l'iconoclasme, déjà si bien traité par Denis Crouzet et Olivier Christin, pour redire tout ce que ce sujet nous montre à propos des convictions, des ambitions et des inimitiés des protestants³⁴. Je me contenterai de signaler quelques exemples moins connus de leurs gestes au milieu des combats de la première guerre.

Le premier nous est livré par l'«Histoire ecclesiastique» à propos de Montauban sous siège en octobre 1562. Les Montalbanais pendirent alors aux murailles trois effigies »par une espece de moquerie«³⁵. Qui choisirent-ils comme cibles? L'évêque de la ville, un ancien capitaine réformé qui avait tourné sa veste et se trouvait alors dans les rangs des attaquants, et Laurent Strozzi, évêque d'Albi et lieutenant général du roi pour le diocèse. Lorsqu'ils furent sommés de se rendre, ils refusèrent et répliquèrent »qu'ils gardoient et garderoient la ville au Roy, par l'Edict et consentement duquel ils avoient l'exercice de la religion«³⁶. Tout en combattant *pour* le roi et l'exercice de leur foi, leurs effigies suggèrent qu'ils luttèrent en même temps *contre* les incarnations locales du pouvoir ecclésiastique et ses instruments laïcs.

D'autres cas de villes assiégées nous livrent d'autres cris et gestes. Depuis les remparts de Sisteron, assiégée en septembre 1562, les femmes de cette ville dirigeaient leur moquerie vers les personnes et les doctrines catholiques en général, traitant les

³² Ibid., p. 210.

³³ Histoire des trio[m]phes de l'église Lyonnoise. Avec la prinse de Montbrison, Lyon 1562, non paginé.

³⁴ Denis CROUZET, Les guerriers de Dieu. La violence au temps des troubles de religion (vers 1525–vers 1610), vol. I, Seyssel 1990, p. 493–594; Olivier CHRISTIN, Une révolution symbolique. L'iconoclasme huguenot et la reconstruction catholique, Paris 1991, p. 17–174.

³⁵ Histoire ecclésiastique, vol. III (voir n. 9), p. 115.

³⁶ Ibid., p. 116.

attaquants de papistes, de bâtards du pape, et de »paillardes-messes«³⁷. Du haut de leurs murailles, les habitants d'Orléans parvenaient à choquer bien plus encore les sensibilités catholiques au moment même que Catherine de Médicis était en train de cajoler le prince de Condé et le connétable Montmorency sur l'île aux Bœufs à terminer les pourparlers qui aboutirent à la paix d'Amboise. Les uns urinaient sur les vêtements et ornements ecclésiastiques. Les autres essuyaient leurs derrières avec des morceaux de papier découpés en forme d'hostie avant de pendre les papiers souillés au gibet³⁸. Pour eux, la guerre avait été dirigée contre les »rasés« (le clergé) et »Jean Le Blanc« (la doctrine du saint sacrement).

Peu d'aspects de l'action des huguenots au cours de la première guerre civile provoquèrent autant de rage chez les catholiques que leur insistance à proclamer, en se saisissant des villes, en profanant églises et tombeaux et en plongeant le pays dans l'abîme d'une guerre civile, qu'ils étaient les fidèles serviteurs du roi agissant pour sa défense. Pierre Belon, l'auteur d'un des textes antiprotestants les plus forcenés, souligna cette capacité à ce que les conseillers en communication politique américains appellent »to stay on message«, lorsqu'il écrivait, »[s]i l'on demande à ceux de Bourges et à toutes les autres villes de ce royaume qui se sont rebellées contre le roy quelle raison ils ont eu de ce faire, tous sont appris de mesme principe et de response uniforme ne leur estre venu d'avoir tenu les armes contre le roy [...], car en tous veus en leurs actions ils sont ses fideles serviteurs«³⁹. En effet, cette petite enquête nous l'a montré : à la suite de l'impression et réimpression de la »Déclaration« et du »Traité d'association« du prince de Condé, ainsi que des lettres circulaires de Théodore de Bèze du 5 au 7 avril, le parti protestant à travers le royaume résuma toujours les buts de sa lutte au cours de la première guerre civile par une variante de la triade : défense de Dieu, délivrance du roi et de sa mère, défense des lois et de l'autorité royale. Ces textes ont visiblement eu une immense diffusion et ont réussi à s'imposer à travers le royaume pour fournir le cadre de toute justification de la prise d'armes protestante.

En même temps, lorsqu'on lit attentivement les textes émanant du quartier général de la cause à Orléans et les compare avec les lettres circulaires des semaines précédentes et les déclarations des mois suivants, on s'aperçoit que les soucis et ambitions de la cause ne se résumaient pas en ces trois principes, aussi larges et vagues qu'ils soient. La crainte d'une vaste conspiration catholique visant à anéantir le mouvement était un mobile puissant de la première mobilisation, et tout au long de la guerre qui a suivi, le combat fut perçu comme une lutte pour la survie de la cause et de ses adhérents. En outre, les indices cités afin de montrer l'existence de la conspiration catholique font régulièrement état de menaces émanant d'ennemis de la cause au niveau régional ; dans les provinces, alors, la mobilisation et le conflit de 1562–1563 représen-

³⁷ Loys DE PERUSSIS, *Discours des guerres de la Comté de Venayscin et de la Provence. Ensemble quelques incidents*, Avignon 1563, p. 88.

³⁸ L'ambassadeur Chantonay au roi Philippe II, Blois, 13 mars 1563, dans : SECOUSSE (éd.), *Mémoires de Condé* (voir n. 3), vol. II, p. 138–142, ici p. 140.

³⁹ Monica BARSÌ, *L'énigme de la chronique de Pierre Belon. Avec édition critique du manuscrit Arsenal 4651*, Milan 2001, p. 279.

tent aussi la continuation de luttes entrouvertes ou déjà entamées au niveau local bien avant mars-avril 1562. Et au détour d'une phrase ou d'un geste, d'autres thématiques encore apparaissent: la nécessité de voir punis les responsables du massacre de Wassy, le combat contre l'ambition et la «tyrannie» des Guises, l'importance des états généraux dans la rédaction des lois et dans toute solution éventuelle des maux qui affligent la France, l'abolition des erreurs de Rome et l'établissement de l'Évangile en France, voire des éléments de réformation de la justice et de la charité. En mettant en avant la défense de la personne du roi, de la structure de la régence telle qu'elle avait été définie par les diverses instances consultatives, et de la législation royale, notamment l'édit de janvier, les rédacteurs de la «Déclaration» et du «Traité d'association» du prince de Condé ont su trouver des thématiques juridico-constitutionnelles aptes à vaincre la résistance de beaucoup de personnes à s'impliquer dans un soulèvement militaire. La définition des buts de la cause véhiculée par ces textes s'est ensuite imposée à travers le royaume, mais jamais au point d'effacer les traces des autres soucis et des autres ambitions qui étaient également très importants pour le combat du parti protestant.

RÉSUMÉ

Au début de la première guerre de Religion, le prince de Condé tenta de rallier des gens à sa cause par deux déclarations: sa «Déclaration» et son «Traité d'association». L'article se propose de comparer ces deux textes avec le contenu de lettres qui circulaient parmi les réformés et qui les appelaient aux armes entre le massacre de Wassy et la prise d'Orléans. Cette comparaison montre que les manifestes de Condé n'exposaient pas toute la stratégie du combat protestant mais présentaient les arguments qui promettaient de rallier le plus grand nombre de Français et de légitimer le mieux la prise des armes. Là où les lettres rédigées avant la publication des déclarations de Condé avaient exprimé la nécessité de défendre la cause contre une tentative d'extermination, les tracts de Condé soulignaient le devoir de défendre le roi et la loi. Rapidement réimprimés, ils circulaient abondamment. Partout en France, les prises de position de leaders et de porte-parole protestants ultérieures aux déclarations de Condé reprenaient leur message, selon lequel le combat des huguenots était mené pour le roi, la loi et la défense de la vraie religion. Certains tracts s'exprimaient pourtant de manière plus dramatique et soulignaient qu'il s'agissait de se battre pour l'établissement de l'Évangile ou contre un tyran, le duc de Guise, qui tentait de massacrer des protestants innocents; d'autres déclaraient que la guerre était menée contre les incarnations locales du pouvoir ecclésiastique.

SUMMARY

At the outset of the first War of Religion, the Prince of Condé sought to rally people to his banner with two major declarations issued in Orléans: his «Declaration» and his «Treaty of Association». The article seeks to compare these two statements with the content of the letters that circulated among the Reformed calling them to arms in the month between the massacre of Wassy and the seizure of Orléans, showing that these printed manifestos represent a selection of those Protestant concerns that were likely to rally the largest number of people to the cause and to best legitimate the taking up of arms. Where the earlier letters chiefly expressed the need to defend the cause against a feared extermination plot, these tracts emphasized the duty of defending the king and the law. Quickly reprinted, they circulated widely. Subsequent statements by Protestant spokesmen

and leaders throughout the kingdom largely repeated the same message, that the Huguenot struggle was fought for the king, the law and the defense of the true religion. Certain statements, however, cast it in more ambitious or more dramatic terms, as a struggle for the establishment of the Gospel in France, or a battle against a tyrant, the duke of Guise, who sought to massacre Protestant innocents. Still others depicted the war as being fought against local incarnations of ecclesiastical power.